



Communiqué intersyndical 94

Contre les réformes et les mesures qui cassent l'École publique, pour l'abandon du choc des savoirs et l'abrogation de l'arrêté du 17 mars, pour des moyens nécessaires (postes, classes, salaires...)

TOUS ET TOUTES DANS LA RUE

samedi 25 mai 2024 : manifestation régionale à 13 h place de la Sorbonne

RDV derrière la banderole intersyndicale 94

Depuis plusieurs mois, de nombreuses actions locales et départementales ont eu lieu contre la mise en place des groupes de niveau mais aussi contre la dégradation constante des conditions d'enseignement.

La pénurie de personnels est criante et se décline à tous les niveaux : manque d'enseignant·es, d'infirmier·es et médecins scolaires, de psychologues et d'assistant·es sociales face aux difficultés de plus en plus importantes de nos élèves, manque d'AED et d'AESH, qui subissent la maltraitance institutionnelle, manque d'enseignant·es spécialisé·es, manque de personnels techniques et administratifs ... **Dans le 1er degré, près de 300 enseignant.es ne sont pas remplacé.es quotidiennement, faute de remplaçant.es.**

A ces moyens humains et matériels insuffisants, s'ajoutent des réformes injustes et inégalitaires. Les nouveaux programmes, la labellisation des manuels et la généralisation des évaluations nationales sont de véritables attaques de fond contre nos métiers. Les groupes de niveaux et l'obligation d'obtenir le brevet pour entrer au lycée sont une rupture de l'égalité des droits et une remise en cause sans précédent des acquis de la démocratisation scolaire.

Nous dénonçons les pressions qui sont déjà exercées dans des circonscriptions auprès des collègues du premier degré pour participer au tri des élèves.

Nous exigeons l'abandon total et sans discussion du Choc des Savoirs et de ses groupes de niveau, et ainsi l'abrogation immédiate du décret du 17 mars et de la note de service du 18 mars. Ces derniers s'inscrivent dans la même logique de tri social que la réforme de la voie professionnelle en réduisant les offres de formation des jeunes aux besoins du bassin d'emploi et en imposant un parcours différencié diminuant le temps en classe. Nous refusons cette politique néo-libérale et autoritaire qui démantèle l'École publique et exigeons le retrait de toutes ces réformes.

Nous exigeons par ailleurs l'annulation des 700 millions de coupes budgétaires, davantage de moyens et une augmentation des salaires.

NON au choc des savoirs, OUI au choc des moyens !

Dans le Val-de-Marne, nous exigeons :

- **l'annulation des 156 fermetures de classe, toutes les ouvertures nécessaires pour la réussite de tous et toutes les élèves (classes, dispositifs UPE2A, ULIS...)** ;
- **la création de 300 postes de remplaçant·es dans le 1^{er} degré** ;
- **le respect des notifications MDPH dans leur mise en œuvre** ;
- **la création de tous les postes, classes, structures et établissements de l'enseignement spécialisé nécessaires** ;
- **la création massive de places et de postes de personnels qualifiés et diplômés dans les établissements scolaires et médico-sociaux pour scolariser tous les enfants** ;
- **le recrutement massif d'AESH pour permettre aux élèves notifié.es d'être accompagné.es à hauteur de leurs besoins, et un véritable statut de fonctionnaire de la Fonction publique d'Etat pour tous.tes les AESH, avec**

- un salaire à temps complet pour 24 heures d'accompagnement des élèves en situation de handicap ;**
- l'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive, l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation ; l'abandon du projet PAS !**
- la mise en place de RASED complet qui pourrait intervenir dans toutes les écoles du département.**

Pour cela, nos organisations appellent l'ensemble des personnels et des parents d'élèves à participer massivement à la manifestation du samedi 25 mai de la Sorbonne à Bastille, à 13h.

Elles appellent les personnels à se réunir pour « répondre aux provocations de la ministre en prenant position pour l'abrogation des décrets et arrêtés instaurant les groupes de niveaux et le « choc des savoirs », à établir leurs revendications et à discuter des moyens d'action, de la grève, pour obtenir satisfaction. »

Elles demandent ensemble une audience à la DSDEN sur ces revendications.

Pour les collègues PE et AESH du 1^{er} degré, l'intersyndicale organise une réunion d'information syndicale mercredi 22/05 de 9h30 à 12h30 à la Maison des syndicats de Créteil. Les débats seront retransmis en visio-conférence.

Créteil, le 19 mai 2024